



L'UFE : l'Europe en marche et l'Europe en panne !

Soutien «pour l'alternative» au-delà de la Manche

Le P.C.S. a reçu de nombreux messages de soutien provenant du monde entier pour la manifestation et la journée d'action du 26 mars.

Serge COLIN, Président de l'Union des personnels des Finances en Europe (UFE) a transmis ses salutations et son soutien de Paris et a rejoint «La Marche de protestation» de mars en qualité d'invité du groupe PCS des impôts et des douanes.

Répondant à l'interview de «OR&CLE» (journal syndical de PCS), Serge a déclaré : «Nous avons les mêmes problèmes dans les 20 (et non 40 - NDLR) pays à travers l'Europe où nous comptons des syndicats membres, spécialement en matière de difficultés économiques et sociales. Nos syndicats membres font également état de suppressions massives d'emplois.

Nous avons, nous aussi, à Paris, organisé des grandes manifestations pour la défense des retraites et aussi contre des réformes très négatives avancées par notre président, Nicolas SARKOZY.

Nous avons aussi lancé une campagne pour la justice fiscale et aussi les sujets tels que les places «off-shore» et les paradis fiscaux pour rallier une opinion publique qui, sur ces sujets, rejoint peu à peu nos points de vue.

Bonne chance pour votre mobilisation. Vous avez notre plein soutien.»



Serge Colin and Peter Lockhart

Cross-channel support for the alternative

PCS received messages of support from all over the world around the 26 March day of action. Serge Colin, president of the Union du Personnel des Finances en Europe (UFE) brought personal greetings from Paris and joined the march as a guest of the Revenue and Customs group. Speaking to Oracle, Serge said: "We have the same problems as you in the 40 countries across Europe where we have members, especially with economic and social difficulties. Our members jobs are being cut also. We have demonstrated like you in Paris in defence of our pensions and other negative reforms proposed or brought in by our president Nicholas Sarkozy. We also have a tax justice campaign and public opinion about off-shore tax havens is gradually coming round to our view. Good luck with your protest. You have our full support."



Europa recorta la lucha contra el fraude en plena crisis fiscal

DÉFICIT/ España posee un empleado de Hacienda por cada 1.680 ciudadanos. Los técnicos no entienden la política de ajustes de personal que vive toda la UE.

D.G.J. Madrid
La situación de extrema complejidad en la que ha desembocado la crisis fiscal en Europa exige medidas contundentes. Algunos recortes de gasto, pese a su efecto inmediato, a veces tienen un impacto colateral a largo plazo. Serge Coloin, presidente de los Sindicatos de Administraciones Tributarias y Financieras de la Unión Europea (UFE), alerta a este diario del sinsentido de reducir las plantillas de técnicos fiscales en un momento en el que la eficacia recaudatoria de Hacienda sería crucial para equilibrar los desajustes presupuestarios. Sobre todo, en aquellos países con más fraude fiscal.

España es un caso paradigmático. Pese a tener un nivel de economía sumergida (23% del PIB) solo comparable al de Grecia e Italia, cuenta con un empleado de la Agencia Tributaria por cada 1.680 contribuyentes. Un indicador tres veces inferior al de la media de los países de la OCDE, según datos de los Técnicos del Ministerio de Hacienda (Gestha).
La UFE, reunida en Madrid recientemente, reivindicó la necesidad de mejorar la eficacia fiscal como medio para aumentar la recaudación y reducir el déficit. Un objetivo que evitaría otro tipo de recortes sociales o subidas puntuales del IVA y otros impuestos indirectos que, como recuerda Coloin, "terminan pa-

La Comisión Europea prevé reunirse con los sindicatos de Hacienda para debatir propuestas

La UFE demanda un proceso de integración fiscal similar al que se vivió con el euro

gando todos los ciudadanos". El presidente de la UFE insiste en que Europa tiene que desarrollar en la política fiscal un proceso de armonización como el que llevó a cabo con la Unión Monetaria. Y luchar de este modo contra el "nomadismo fiscal", es decir, las malas prácticas de grandes contribuyentes y empresas que se mudan de territorios para evadir impuestos.

Los responsables de fiscalidad de la Comisión Europea tienen previsto reunirse con la UFE en las próximas fechas para estudiar sus propuestas de lucha contra el fraude. "Por primera vez, la Comisión está de acuerdo con los sindicatos de Hacienda y admite que hay que discutir sobre este problema", asegura Coloin.

Pero admite que el fraude fiscal sigue siendo un asunto incómodo para los Gobiernos y difícil de explicar a la opinión pública. No obstante, cri-

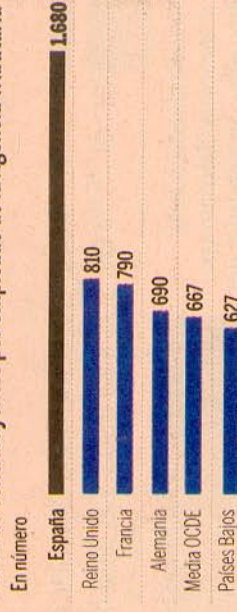
Peticiones

- 1** La UFE pide armonizar y simplificar la normativa tributaria, especialmente, para las rentas de capital.
- 2** También demanda estructuras de las plantillas de Hacienda acordes a las cargas reales de trabajo.
- 3** Favorecer el intercambio de información tributaria, en especial, en el IVA para evitar grandes fraudes.

sis tan agudas como la griega han puesto de manifiesto que la evasión impositiva en todos los niveles, ciudadanos y grandes empresas, es un cáncer para la supervivencia del sistema y las políticas públicas más básicas.

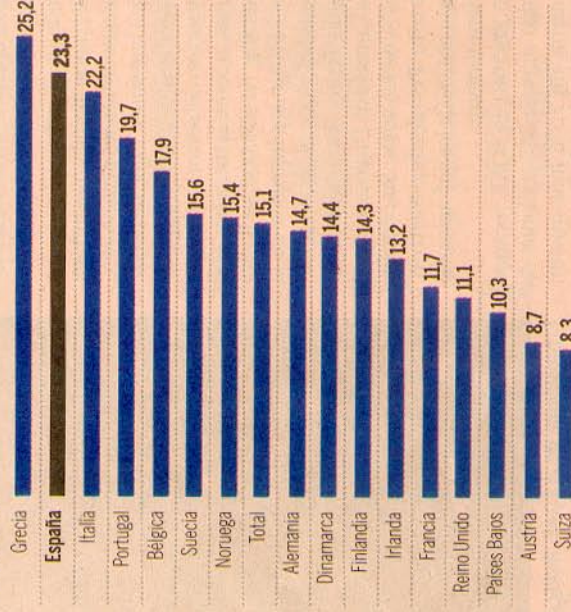
LA FORTALEZA DEL FISCO

> Ratio de contribuyentes por empleado de la Agencia Tributaria



> Tasa de economía sumergida

En porcentaje



Fuente: Gestha

Expansión

UNA LACRA SOCIAL

En Grecia, la economía sumergida alcanza el 25% del PIB y se ha convertido en una lacra para las reformas.

MENOS EFICACIA

Solo un 13% de las deudas canceladas en España son por ingresos directos de la lucha contra el fraude.

L'Europe réduit les moyens de lutte contre la fraude fiscale en pleine crise financière.

Déficit : En Espagne on compte un employé des impôts pour 1 680 contribuables. Les personnels ne comprennent pas la politique de suppression d'emplois en vigueur un peu partout en Europe.

D.G.J. - Madrid

La situation d'une extrême complexité dans laquelle la crise financière a entraîné l'Europe nécessite une action d'envergure. Certaines décisions de réduction des dépenses, en dépit de leur effet immédiat, ont parfois des impacts collatéraux sur le long terme. Serge COLIN a tiré la sonnette d'alarme dans notre quotidien afin de combattre l'absurdité de la réduction des moyens des services fiscaux de l'Europe, à une époque où l'efficacité de la collecte des impôts est cruciale pour équilibrer les déficits budgétaires. Surtout dans les pays qui constatent une très grande fraude fiscale.

L'Espagne est, en la matière, un cas «paradigmatique». En effet, malgré un niveau élevé de l'économie souterraine (23 % du PIB) qui est seulement comparable à la

Grèce et à l'Italie, l'Inspection des impôts espagnole compte seulement un agent pour 1 680 dossiers de contribuables. Un taux trois fois plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE, selon les données des «techniciens» des services du Ministère des Finances (Syndicat GESTHA – membre de l'UFE).

L'Union des personnels des Finances en Europe, récemment réunie à Madrid a réaffirmé la nécessité d'améliorer l'efficacité des administrations fiscales pour augmenter les recettes fiscales et réduire les déficits. Un objectif qui permettrait d'éviter d'autres coupes dans les dépenses sociales et/ou l'augmentation de la TVA ou autres impôts indirects qui, comme Serge COLIN le rappelait, «finaissent par être payés par tous les contribuables citoyens».

La Commission Européenne a prévu de rencontrer prochainement les syndicats des finances pour débattre de leurs propositions. L'UFE demande la mise en œuvre d'un processus «d'intégration fiscale» du type de celui qui a conduit à l'Euro.

Le Président de l'UFE a insisté sur le fait que l'Europe doit amorcer un processus «d'harmonisation fiscale» du type de celui proposé pour arriver à l'Union monétaire. Cela serait un moyen de lutter contre le «nomadisme fiscal» c'est-à-dire de combattre les mauvaises pratiques utilisées par les contribuables les plus riches et les grandes entreprises qui se déplacent à travers l'Europe pour «éviter» ou frauder l'impôt. Les responsables de la Commission Européenne, en charge de la fiscalité, ont prévu de rencontrer l'UFE dans un proche avenir pour examiner ses propositions en termes de moyens pour lutter contre la fraude fiscale. «Pour la première fois la Commission est d'accord avec les syndicats des finances, pour admettre qu'il faut rapidement discuter de ces problèmes», a déclaré Serge COLIN. Mais il admet que «le sujet de la fraude fiscale est toujours un problème dérangeant pour les gouvernements et également difficile à expliquer à l'opinion publique».

Cependant des crises aussi aiguës, telles que les Grecs supportent aujourd'hui, sont également liées à l'évasion fiscale à tous les niveaux, du fait des citoyens mais aussi des entreprises qui constituent un vrai cancer pour la survie du système et des politiques publiques les plus essentielles.

Peticiones / Revendications

- 1) L'UFE demande une harmonisation et une simplification des règles fiscales et en particulier pour les revenus de capitaux
- 2) Elle demande également des moyens et des structures administratives en rapport avec les réelles charges de travail.
- 3) Elle demande de favoriser et d'augmenter les échanges d'informations fiscales, et notamment, en matière de TVA pour éviter les grandes fraudes.

Una lacra social / Une maladie sociale

En Grèce, l'économie souterraine atteint 25 % du PIB et est devenu un fléau pour envisager des réformes.

Menos eficacia / Moins d'efficacité

Seulement 13 % des dettes annulées proviennent des résultats de la lutte contre la fraude.



L'UFE : l'Europe en marche et l'Europe en panne !

Petit historique

L'Unité n° 942 du 27/04/2010

Le 9 mai 2010 : «les Etats généraux de l'Europe !»

... Une «certaine idée» de l'Europe, soixante ans après la déclaration de R. SCHUMAN doit encore réellement et fortement progresser avec le souci de créer «d'abord une solidarité de fait». Dans bien des domaines l'Europe reste à construire et au-delà du marché économique unique et d'une certaine cohésion politique, c'est bien dans le domaine social que les plus grandes solidarités demeurent en chantier. L'UFE doit prochainement rencontrer le nouveau commissaire chargé de affaires fiscales et douanières, M. Algirdas SEMETA et ce sera l'occasion de lui rappeler les propos de son prédécesseur et les revendications communes des agents de finances en Europe.

L'Unité n° 946 du 22/06/2010

Belgique : la fraude fiscale coûte 150 € par mois à chaque Belge !

En Grande-Bretagne : «Fighting for jobs, pay and public services !»

Grèce : «Entre trous budgétaires et mythes entretenus»

L'Unité n° 952 du 2/11/2010

Une nouvelle présidence pour faire face aux nouveaux enjeux européens !

Après une longue ovation des délégués, Dieter ONDRACEK a été élu «Président d'Honneur» de l'UFE. C'est à la fois l'énergie militante, la sincérité de l'engagement et la grande dimension humaniste de Dieter qui ont été saluées par l'ensemble des syndicalistes européens présents à ce 45ème congrès.

Le premier vote intervenu élisant notre camarade Serge COLIN, nouveau Président de l'UFE avec 109 voix sur les 129 exprimées (sur 129), les nouveaux vice-présidents ont été élus par l'assemblée plénière : Jorn Rise ANDERSEN, Danemark (107 voix), P. LOCKHART, G.B. (104), K. LEPRICH, Allemagne (98), Helder FERREIRA, Portugal (74), F. MULLER, Luxembourg (74). Compte tenu de l'élargissement de l'U.E et donc de l'UFE, depuis près de 20 ans, 2 autres vice-présidents ont rejoint le Präsidium, (version allemande de la Présidence !), par cooptation : Manfred LEHMANN, Allemagne et Gabor HOLECZ, Hongrie. Par ailleurs, les nouveaux Présidents des Comités ont été élus : Fernand MULLER, Président du Comité Fiscal et Klaus H. LEPRICH, Président du Comité Douanier.



Cette nouvelle équipe a totalement pris la mesure de sa responsabilité mais aussi et surtout des enjeux et des challenges qui l'attendent et surtout de l'énergie qu'il va falloir développer pour faire vivre les revendications des fonctionnaires des finances en Europe !

L'Unité n° 967 du 7/06/2011

Le ras-le-bol des salariés des services publics

Le samedi 26 mars dernier, une gigantesque manifestation s'est déroulée dans les rues de Londres à l'appel de tous les syndicats britanniques. 250 000 manifestants «selon la police», mais plus vraisemblablement près de 400 000 «demonstrators» ont défilé en plein centre de la capitale. Le Président de l'U.F.E. (Union des personnels des Finances en Europe) était présent à Londres, répondant à l'invitation du syndicat P.C.S. (Public and Commercial Services – union) représentant les personnels des finances en Grande-Bretagne. Un témoignage de soutien qui s'impose dans le cadre de la crise actuelle et qui a été appréciée par nos camarades Outre-Manche ...



L'Unité n° 970 du 6/09/2011

Des administrations sacrifiées, des missions abandonnées et... des personnels stigmatisés !

Madrid : «Les indignados» prennent la parole... l'UFE aussi !



Nous devons dans ce cadre européen continuer de porter la parole des fonctionnaires des finances et les syndicats européens de ce secteur convergent au sein de l'UFE pour faire entendre un autre discours sur l'utilité de leurs missions et le nécessaire changement de cap de politique fiscale.

L'accroissement des moyens de lutte contre la fraude fiscale qui est un fléau qui frappe tous les pays européens, sera l'un des sujets que le Président de l'UFE abordera avec le cabinet de M. SEMETA (Commissaire Européen aux affaires fiscales et douanières) lors de la rencontre prévue à Bruxelles le 13 septembre prochain.